

La nature, un capital ?
Jean-Marie Harribey

L'Âge de faire, n° 83, février 2014

La littérature consacrée à l'épuisement de la planète et au réchauffement climatique diagnostique l'origine de la crise écologique dans la non-prise en compte de la « valeur de la nature » et de la « valeur économique des services rendus » par celle-ci dans le calcul économique traditionnel. Qu'à cela ne tienne, remédions à cela en réintroduisant la « valeur » du « capital naturel » dans la « valeur économique totale » pour « permettre à nos sociétés de retrouver un véritable regain économique¹ ».

Cela paraît de bon sens, mais c'est une ineptie théorique et une impasse politique. L'hypothèse théorique est qu'il existerait une valeur économique intrinsèque aux ressources, aux espèces et aux écosystèmes, qu'il faudrait ajouter à la valeur économique créée par les humains. Comment évaluer cette prétendue valeur économique intrinsèque ? La réponse classique est double : par le coût de la réparation des dégâts causés à la nature, donc par la production de ces réparations, ou alors par la perte de valeur de production si on ne disposait plus du « capital vert » disparu ou dégradé. Absurde : ou bien la valeur de la nature est d'ordre économique et on ne peut la déclarer intrinsèque, ou bien on ne considère pas la valeur de la nature comme relevant de l'économie, on la nomme intrinsèque, c'est-à-dire incommensurable à l'économie, et on ne peut pas l'ajouter à la valeur économique comme le font la plupart des économistes !

Ce n'est pas tout. Tant les économistes libéraux que les économistes dits écologistes essaient de bâtir un nouveau modèle macroéconomique dans lequel l'environnement est introduit à côté du travail et du capital au sens économique. Par exemple, ils estiment la valeur du climat par le prix du carbone sur le marché des permis d'émission et considèrent que l'on peut ainsi mesurer l'apport du climat à l'économie et, en généralisant le raisonnement, l'apport de l'environnement à l'économie, apport qu'il faudra rémunérer à sa hauteur. La faille du raisonnement est là : en confondant les *conditions* de création de la valeur économique et cette création elle-même, on impute à un *facteur limitant* une partie de la valeur de la production. Ainsi, l'air que nous respirons est indispensable à la vie et donc à nos activités. Si l'air venait à manquer, en déduirions-nous que, puisque toute vie s'arrête, l'air créait la valeur économique de nos activités ?

Un tel bric-à-brac vise à camoufler une impasse politique. En donnant le statut de capital à la nature, comme il est fait du travail muté en capital humain ou du lien social défigurés en capital social, on laisse croire que toutes ces sortes de capitaux sont substituables à l'infini les uns aux autres puisque réductibles à un dénominateur commun, et cela grâce à un progrès technique infini et à un marché rétabli dans ses vertus optimisatrices.

¹ C. de Perthuis et P.-A. Jouvét, *Le Capital vert, Une nouvelle perspective de croissance*, Paris, O. Jacob, 2013, p. 21.